

Développer la région de Kayes au Mali : une occasion de concertation manquée...

Ensemble, nous voulons voir dans la solidarité entre les hommes un levier pour contribuer à résorber les déséquilibres Nord-Sud.

M. Giraud, message d'invitation au séminaire de concertation des 10 et 11 septembre 1996.

LE Conseil régional Île-de-France est engagé de longue date dans des actions de coopération décentralisée avec la région de Kayes au Mali. La réunion d'un séminaire ayant pour objectif de tirer les leçons de ces actions semblait d'autant mieux venue que, soucieux d'élargir l'espace de concertation, le Conseil régional avait choisi de solliciter un grand nombre d'acteurs africains et français engagés dans la coopération non gouvernementale (1).

Las ! Le 3 septembre, quelques jours avant la tenue du séminaire, les organisateurs ont jugé préférable de le reporter, estimant que « compte tenu des circonstances (...), les travaux risquent de ne pas se dérouler dans le climat de sérénité nécessaire à établir un réel dialogue constructif ». On appréciera l'euphémisme...

Gageons que les « expulsés de Saint-Bernard » et autres « sans-papiers » auront déploré que fût manquée cette occasion de concertation. Leurs frères restés au pays recevaient, dans le même temps, de la bouche de notre ministre de la Coopération, le nouveau message de la France. Nous ne doutons pas que la société civile française, à travers ses élus locaux et son tissu associatif dense, saura se démarquer de ce message fondé sur l'idée aussi inopérante que moralement scandaleuse selon laquelle le développement du Sahel ne constitue un impératif pour notre coopération que pour autant qu'il fonctionne comme un rempart contre l'immigration...

*Émile Le Bris
Interurba, Paris*

(1) Étaient associés à la préparation du séminaire :

— Cités unies France, principal opérateur en France de la Fédération mondiale des cités unies ;

— le programme Solidarité eau, programme thématique ayant vocation à rassembler divers partenaires publics et non publics autour de projets concrets réalisés dans les pays du Sud ;

— divers collectifs d'organisations de solidarité internationale (le CRID, Centre de

recherche et d'information pour le développement — le CLOSI, Comité de liaison des organisations de solidarité internationale — et SUD, coordination Solidarité, Urgence Développement) ;

— l'institut Panos, branche française d'une ONG internationale de recherche-action ayant son siège à Ottawa (Canada) ;

— le réseau des associations de développement animées par les immigrés résidant en France.